

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# **DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022**

## **Conseil communautaire 27/11/2021**

## INTRODUCTION DOB 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientations budgétaires permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

L'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport est présenté par le Président sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Pour les collectivités dont la population est supérieure à 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département.

## **I – Rappel de la Loi de Finances (LF) 2021 (volet fiscalité locale)**

## **II – Les principales mesures du PLF 2022 impactant les collectivités territoriales**

- 1 – Généralités
- 2 - Les dotations
- 3 – Les mesures fiscales

## **III – Nevers Agglomération 2022-2026**

Le projet de territoire – Le pacte fiscal et financier – La prospective du mandat

Les budgets annexes autonomes

- 1 – Le budget eau 2022
- 2 – Le budget assainissement 2022
- 3 – Le budget SPANC 2022
- 4 – Le budget Immobilier à Vocation Economique 2022
- 5 – Le budget Développement économique « Parcs d'Activités Economiques » 2022

Les budgets annexes équilibrés par une subvention du budget principal

- 6 – Le budget Transports et Mobilité 2022
- 7 – Le budget Port de la Jonction 2022
  
- 8 – Le budget principal 2022

## **IV – Les dépenses de personnel**

## I – Rappel de la Loi de finances 2021 (volet fiscalité locale)

- 2021 est l'année de mise en application de la **suppression** de l'impôt local universel que constituait la **taxe d'habitation**.
- À cet évènement majeur s'adjoint la mesure visant à réduire les impôts locaux dits de production en **supprimant la moitié des bases foncières industrielles** territoriales dans le cadre du plan de relance.
- Ces 2 mesures cumulées portent fortement atteinte à l'autonomie fiscale locale.
- Des financements compensatoires, à la charge de l'Etat, ont été mis en place.

# I – Rappel de la Loi de finances 2021 (volet fiscalité locale)

## Le remplacement de la taxe d'habitation perdue par une fraction de TVA nationale :

- Cette fraction de taux, fixée une fois pour toutes à son niveau calculé au titre de l'année de référence (2020) est calculée ainsi :  
Part du produit de TH intercommunal de référence 2020 ( calculée avec le taux de 2017) / TVA nationale 2021.
- Pour les années suivantes, la TVA compensatoire transférée suivra l'évolution de la TVA nationale.
- Le calcul du transfert de la fraction de TVA a évolué entre 2021 et 2022. Il est désormais basé pour 2022 sur la croissance de la TVA en année n.
- A noter que l'Etat conserve 51 % du produit de TVA, les 49 % restants étant redistribués.

# I – Rappel de la Loi de finances 2021 (volet fiscalité locale)

## La réduction des impôts dits de production :

### Bases d'imposition foncière des établissements industriels / 2

- Les impôts concernés sont la CFE et le Foncier bâti de ces établissements.
- On parlera de CFEI et de FBI, laquelle fait partie du Foncier bâti industriel et commercial qui se distingue du Foncier bâti résidentiel au sein du Foncier bâti global.
- Les pertes de produit fiscal sont compensées par l'Etat de manière dynamique.

# I – Rappel de la Loi de finances 2021 (volet fiscalité locale)

- Pour la CFEI : Compensation 2021 =  
Produit des bases perdues 2021 x taux CFE 2020
- Pour le FBI : Compensation 2021 =  
Produit des bases perdues 2021 x taux FB 2020
- A taux d'imposition constant, la réforme est financièrement neutre dans le temps. En cas d'élévation de la pression fiscale, on enregistre une perte d'effet-taux et un report potentiel de pression fiscale sur les ménages et le commerce.

# I – Rappel de la Loi de finances 2021 (volet fiscalité locale)

## Les nouveaux liens entre les taux d'imposition :

- Article 1636 BB sexies du CGI :
- Les taux de CFE et de TH sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale ne peuvent, par rapport à l'année précédente, être augmentés dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de TFPB ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen des TF, pondéré par l'importance relative des bases de ces 2 taxes pour l'année d'imposition ; ou doivent être diminués, par rapport à l'année précédente, dans une proportion au moins égale, soit à la diminution du taux de la TFPB ou à celle du taux moyen pondéré des TF, soit à la plus importante de ces diminutions lorsque ces 2 taux sont en baisse.

Le taux de la TFPNB ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la TFPB.

# I – Rappel de la Loi de finances 2021 (volet fiscalité locale)

## Vote des taux – Le cas de la TH sur les résidences secondaires (THS) :

- En 2021 et 2022, le taux de la THS ne peut pas augmenter.
- En 2021 et 2022, la seule alternative à l'augmentation des taux consiste à augmenter le taux de FB et de FNB ou seulement le taux de FB.
- En 2023, en cas d'augmentation du taux de la THS, il faudra augmenter d'autant le taux de la TFPB.
- En cas d'augmentation uniforme de la pression fiscale, il faudra attendre 2023.

Coefficient d'actualisation des taux en 2021 : 0,2 % (contre 1,2 % en 2020).

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 1 – Généralités :

La présentation qui va suivre est issue du séminaire présenté par Ressources Consultants Finances du 21 octobre 2022 et orientée sur le volet EPCI.

Le projet de loi de finances pour 2022 ne prévoit pas de bouleversements majeurs pour les collectivités territoriales, contrairement à 2021.

Il s'inscrit dans la volonté de poursuivre la relance engagée en 2021 avec la mise en place du plan **France relance** destiné à soutenir l'économie du pays malmenée par la crise sanitaire et vise un rétablissement progressif des finances publiques.

Les hypothèses de croissance retenues sur avis du Haut Conseil de Finances Publiques s'appuient sur les bons résultats économiques engrangés au 1<sup>er</sup> semestre 2021 et tablent sur un taux de croissance pour la fin de l'année de **+ 6 %**.

Pour 2022, le PLF prévoit un maintien de cette progression, évaluée à **4 %**, comptant sur la relance de la consommation des ménages et un taux de chômage orienté à la baisse.

Les dotations de l'Etat sont **stabilisées** au niveau de 2021 sauf pour la DSR et la DSU qui continuent de progresser.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 1 – Généralités (suite)

Le PLF 2022 reconduit l'abondement supplémentaire de DSIL pour alimenter les contrats de relance et de transition énergétique.

Depuis 2021, les EPCI disposent d'une fraction de TVA correspondant à l'ancien produit de TH sur les résidences principales : la dynamique de TVA sur 2022, liée à la croissance permet de supposer que le produit correspondant augmentera sensiblement.

Une mini-réforme des indicateurs financiers est intégrée pour compenser la suppression de la TH et la baisse de l'impôt des entreprises : les droits de mutation à titre onéreux et la taxe sur la publicité extérieure sont intégrés au panier fiscal mais pas la taxe de séjour dans le calcul déterminant les dotations et fonds de péréquation. Cette réforme sera progressive.

Néanmoins, après 2022, de nouvelles réformes pourraient à nouveau perturber les ressources des collectivités locales.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 1 – Généralités (suite)

#### Taux annuel de croissance (PIB) :

**2020 : - 8 %    2021 : ramené de + 8 % + 6 %    2022 : + 4 %**

Cette évolution permettrait de revenir au niveau de 2019 sans arriver à résorber l'écart sans récession.

- . Cette hypothèse est soumise à des aléas majeurs dont le principal reste l'évolution de l'épidémie de Covid.
- . Le comportement des agents économiques en sortie de crise est une source d'incertitude et pourrait se traduire par des changements pérennes de comportement.
- . Les tensions sur les approvisionnements se sont multipliées avec la reprise de l'activité mondiale entraînant une hausse des prix.
- . Les difficultés de recrutement, qui ont augmenté dans tous les secteurs en France avec la reprise de l'activité, constituent aussi un aléa.
- . La hausse de la fréquence et de l'intensité des évènements climatiques extrêmes serait aussi un frein à l'activité économique.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 1 – Généralités (suite)

#### **Déficit public de l'Etat :**

En 2020, le déficit public a fortement augmenté en raison des mesures de soutien d'urgence (**69,7 Md €**) et la diminution des recettes d'impôts et cotisations sociales (**-52,6 Md €**).

Le déficit public prévisionnel 2021 serait de **206 Md €** soit **8,4 %** du PIB.

**2019 : 3,1 %    2020 : 9,1 %    2021 : 8,4%    2022 : 4,8 %**

#### **Endettement public :**

Fin 2021, l'endettement public devrait atteindre **2 836 Md €** soit **115,6 %** du PIB.

**2019 : 97,5 %    2020 : 115 %    2021 : 115,6 %    2022 : 114 %**

L'endettement public n'amorcerait pas de décrue avant 2027 ; la lente réduction du déficit public est justifiée par la volonté de ne pas casser le retour de la croissance. Ces perspectives reposent sur l'hypothèse de limitation de la croissance des dépenses publiques à 0,7 % par an en volume.

La nouvelle loi de programmation des finances publiques de 2023 devra redéfinir une nouvelle trajectoire.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 1 – Généralités (suite)

#### Taux d'inflation hors tabac :

2019 : 0,9 % 2020 : 0,2% 2021 : prévision 0,6 % révisée 1,4 % 2022 : prévision 1,5 %

Le haut Conseil des Finances Publiques estime que les prévisions d'inflation du Gouvernement sont réalistes pour 2021 et 2022.

Les prévisions sont basées sur la hausse des prix de l'énergie et la fin des prix modérés en lien avec un rebond de la demande.

#### Taux d'intérêt :

Les hypothèses relatives aux taux courts prévoient qu'ils restent toujours négatifs soit des taux courts 3 mois à **-0,50 %** comme en 2021.

Les taux longs (10 ans) remonteraient à **0,75 %** en 2022 contre **0,30 %** en 2021.

Une remontée durable des taux viendrait perturber les équilibres budgétaires de l'Etat.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 1 – Généralités (suite)

Après la crise de 2020, les finances des collectivités ont été impactées, surtout les régions, les départements et les communes **(-5,4 %)** de plus de 10 000 habitants.

De nouveaux outils sont à créer pour renforcer la capacité de résilience des collectivités notamment en adoptant une gestion pluriannuelle des recettes et en constituant des réserves « anti-crise ».

#### **Actualisation des valeurs locatives :**

Un nouveau régime de fixation du coefficient d'actualisation des bases de TH et de TFB a été mis en place depuis 2018.

L'estimation fin septembre 2021, en fonction des dernières valeurs de l'indice des prix à la consommation ressort à **+2,5 %**.

**2019 : 2,2 %    2020 : 0,9 %    2021 : 0,2 %**

**2022 : prévision 2,5 %**

**2023 : prévision de 0,3 à 1 % en fonction de l'évolution des prix.**

Une estimation à **2 %** pour 2022 semble raisonnable.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 2 – Les dotations :

#### Enveloppe DGF nationale :

**DGF 2020 : 26 847 M €**      **DGF 2021 : 26 758 M €**      **DGF 2022 : 26 802M €**

L'augmentation de l'enveloppe correspond à l'ajustement de la recentralisation RSA Réunion.

Donc, à périmètre constant, la DGF est stable.

- . Maintien de la compensation Versement Mobilité.
- . Variables d'ajustement : ne concernent que les régions.

Néanmoins, pour les EPCI, la DGF baisse globalement de **- 1,1 %** .

La dotation d'intercommunalité augmente de **1,9 %** et la dotation de compensation baisse de **-2,1 %**

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 2 - Les dotations (suite) :

Correspondance sur le produit des dotations de l'agglomération de Nevers :  
globalement la perte est de 1,55 % soit **116 405 €**

Détail	2021	Variation	Evaluation 2022
Dotation intercommunalité	1 054 633	1,9 %	1 074 671
Dotation compensation	6 497 264	-2,1 %	6 360 821
TOTAL	7 551 897	-1,55 %	7 435 492

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 2 – Les dotations (suite) :

#### . Dotations de soutien à l'investissement local :

Dotation politique de la ville :

**150 millions €** par an depuis 2019

Dotation d'équipement des territoires ruraux :

**1 046 millions €** par an depuis 2019

Dotation de soutien à l'investissement local :

revalorisé à **907 millions €** en 2022 (**+337 M €**) afin de financer les contrats de relance et de transition écologique.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 2 – Les mesures fiscales :

#### **La prévision 2022 du montant révisé de la fraction de TVA en remplacement du produit de la TH sur les résidences principales :**

Elle correspond à la fois à la reprise de la recette définitive de TVA de l'année N-1 et la prévision de l'année N.

Pour 2021 et 2022, un rebond de la TVA au niveau national, respectivement de **+10,8 %** et de **+ 5,5 %** environ est attendu.

Une évaluation d'augmentation de la fraction de TVA à **5 %** est retenue dans le budget.

Le rendement futur de la TVA dépendra des taux appliqués, de l'évolution de l'assiette, du changement de régime de taxation et du niveau d'activité et de consommation. Les hypothèses macroéconomiques (notamment celle du FMI) tablent sur une évolution de la TVA entre **2,6 %** et **3 %** entre 2023 et 2026.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 2 – Les mesures fiscales (suite) :

#### L'évolution de la CVAE et de la CFE :

La **CVAE** payée par les entreprises est un impôt auto-liquidé donnant lieu à versement d'acomptes et de soldes reversés aux collectivités selon le « principe de caisse » avec un décalage de 2 ans par rapport à la période d'activité. La part régionale a été supprimée en 2021 dans le cadre de la réduction des impôts de production.

Les projections établies indiquent une baisse supérieure à **10 %** de la CVAE 2022 avant un rebond de **18 %** en 2023 puis **2 %** en 2024.

La CVAE ayant déjà baissé de **10 %** en 2021, une baisse de **5 %** est appliquée dans le budget 2022.

Les modélisations locales sont très compliquées car il faut tenir compte de l'évolution des valeurs ajoutées en tenant compte des entreprises présentes ailleurs sur le territoire, des gros contributeurs et des principaux secteurs d'activités concernés.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 2 – Les mesures fiscales (suite) :

La **CFE** est assise sur les valeurs locatives foncières, qui ne sont pas directement affectées par la crise. Néanmoins, dans le cas de cessation d'activité ou de baisse du chiffre d'affaires, la CFE peut baisser.

Une baisse de chiffre d'affaire de **10 %** entraîne une baisse de CFE de **1 %**.

## II – Le projet de loi de finances pour 2022

### 2 – Divers :

#### **Evolution des indicateurs :**

Les indicateurs retenus dans les calculs de dotations diverses ont évolué.

#### **Le potentiel fiscal :**

En 1979, le potentiel fiscal était composé à 100 % de recettes fiscales. En 2022, 43 % du potentiel fiscal est issu de compensations de l'Etat.

Pour les communes, des taxes supplémentaires vont être prises en compte.

Pour les EPCI, le potentiel fiscal à partir de 2022 reste identique mais les potentiels TH résidences secondaires, TFB et CFE établissements industriels sont remplacés par le produit net de TVA et les compensations TFB et CFE établissements industriels. On substitue le taux moyen national par le taux local.

Selon différentes simulations, les effets seront lissés jusqu'en 2027. Aucun effet sur 2022 et 2023 mais à intégrer dans la prospective pour évaluer qui seront les gagnants et qui seront les perdants.

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# III - NEVERS AGGLOMERATION 2022-2026

**« vers une sortie de crise et une dynamique de relance et d'attractivité territoriale au travers de la définition du nouveau projet de territoire et du pacte financier et fiscal »**

## III – L'agglomération de Nevers 2022-2026

### Le nouveau projet de territoire :

Le projet de territoire de 2021 à 2026 en cours de finalisation a pour objectif de répondre à **2 défis** selon **4 logiques**

#### **2 défis :**

- Concilier l'attractivité territoriale et l'aménagement équilibré et équitable du territoire
- Inventer un modèle de développement territorial adapté aux défis de la transition écologique

#### **4 logiques :**

- Cohérence avec l'environnement territorial proche (SRADDET, SCOT,...)
- Respect des engagements pris dans le cadre du PLH et du PCAET
- Définition d'un modèle innovant de territoire médian durable
- Coopération intercommunale et solidarité entre les communes

### III – L'agglomération de Nevers 2022-2026

#### Le nouveau projet de territoire :

Il se décline en **4 ambitions principales** et **18 orientations stratégiques** afin de recouvrir l'ensemble des compétences exercées.

**Ambition 1** : garantir un développement équilibré et durable du territoire pour le bien-être et la cohésion des habitants

**Ambition 2** : préserver nos ressources naturelles et inciter à consommer et produire autrement sur le territoire pour permettre la transition écologique et l'économie circulaire

**Ambition 3** : créer les conditions favorables pour conforter le développement du tissu économique local et l'accompagner vers l'économie de demain

**Ambition 4** : renforcer l'attractivité et la notoriété du territoire

### III – L'agglomération de Nevers 2022-2026

#### Le nouveau projet de territoire :

Ce projet de territoire est ambitieux car il doit dessiner l'agglomération de demain.

Pour atteindre ses objectifs , les actions présentées dans les 18 orientations stratégiques doivent encore être priorisées par les élus pour qu'elles s'insèrent dans la prospective et puissent être en corrélation avec les capacités financières de l'Agglomération.

De plus, elles doivent continuer d'être chiffrées le plus précisément possible.

Des autorisations de programmes seront mises en place pour les principaux projets pluriannuels.

Il est également nécessaire de contractualiser les financements extérieurs participant au projet.

Enfin, il conviendra d'évaluer les conséquences sur les coûts de fonctionnement induits.

Tous ces éléments ne sont pas encore finalisés à la date de préparation du rapport d'orientation budgétaire. Un échange sur le projet de Territoire est fixé le 30 novembre prochain en présence des élus municipaux et communautaires.

## III – L'agglomération de Nevers 2022- 2026

### Le pacte financier et fiscal :

Le nouveau pacte financier et fiscal est également en cours de finalisation.

Il vise **3 objectifs principaux** :

- soutenir les priorités politiques issues du projet de territoire en assurant son financement de manière durable.
- réduire les disparités territoriales au sein de l'ensemble intercommunal.
- fixer les leviers mobilisables en début de mandat.

Il comporte **3 phases** :

- un diagnostic du territoire notamment sur le volet fiscal et financier pour l'ensemble des communes membres et l'EPCI.
- la détermination des axes du pacte et les leviers permettant d'atteindre les objectifs poursuivis en répondant à 2 questions :

**Comment financer le projet de territoire ?**

**Quelle solidarité en direction des communes ?**

- la rédaction du pacte financier et fiscal avec l'ensemble des dispositions retenues.

### III – L'agglomération de Nevers 2022-2026

#### Le pacte financier et fiscal :

Le diagnostic du territoire a permis de mettre en évidence le fait que le territoire est globalement dans une situation financière saine mais fragile avec quelques disparités :

- l'agglomération de Nevers est très peu endettée mais son taux d'épargne brute est faible (**8,3%**) car le seuil d'alerte se situe à **10 %** et avec un effet ciseaux à court terme.
- la ville centre (Nevers) supporte **48 %** des charges de fonctionnement du territoire. Elle a un taux d'épargne brute de **13 %**.
- les autres communes de l'agglomération ont un taux d'épargne brute moyen de **18 %** sachant que certaines petites communes sont plus en difficulté (Germigny sur Loire, Gimouille, Sermoise et Saincaize-Meauce).

En maintenant son fonds de roulement à **7,5 M €** et en empruntant de **1,5 à 2,5 M €** par an, la capacité d'investissement nette de l'agglomération n'est que de **3,6 M €** par an, dont **2 M €** pour les investissements de renouvellement, ce qui est insuffisant pour réaliser le projet de territoire avec une épargne brute qui chute à **3 % (10 M €** sur le mandat alors que le coût net des investissements supportés sur la période 2021-2020 était de **35 M €**.

### III – L'agglomération de Nevers 2022-2026

#### Le pacte financier et fiscal :

- 3 séminaires financiers et fiscaux ont déjà eu lieu, animés par le cabinet de conseil Stratorial, pour définir le niveau de capacité d'investissement de l'agglomération afin de financer le projet de territoire et les leviers possibles sur lesquels elle peut agir.
- Une réflexion est également menée sur la solidarité territoriale : le devenir de la dotation de solidarité (notamment son actualisation au regard de l'évolution législative), les fonds de concours et le FPIC.
- Au global, sur le mandat précédent, **2 millions** de fonds de concours ont été alloués aux communes, la DSC a été maintenue à environ **1,8 M €** par an et le territoire a bénéficié d'une attribution de FPIC de **1,8 M €** dont la part perçue par les communes représente **1,2 M €** par an.
- La DSC cumulée au FPIC représente **23 %** de l'épargne brute dégagée par les communes du territoire.

### III – L'agglomération de Nevers 2022-2026

#### Le pacte financier et fiscal :

- Parmi les leviers possibles, un large consensus des communes s'orientait vers une priorisation du projet de territoire en l'axant sur les compétences de l'agglomération et vers l'activation du levier fiscal avec pour second objectif de sauver le FPIC et donc le maintien de son attribution au bénéfice du bloc communal.
- L'agglomération de Nevers étant classée en fin de bénéficiaire de l'attribution du FPIC (**1,9 M € pour le territoire**), il est indispensable de conforter ou maintenir cette position en activant majoritairement les taxes qui rentrent dans le calcul de l'effort fiscal.
- La **GEMAPI** pourrait être instaurée avant le 1<sup>er</sup> octobre pour une application au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante. Le produit fiscal levé doit impérativement servir à financer des opérations qui rentrent dans le champ d'application de cette compétence. Cependant, sa mise en œuvre n'induit aucun effet sur les indicateurs de pression et d'intégration fiscale.
- La **TEOM**, couvrant **95 %** du coût des déchets en 2020, il y a une possibilité de l'augmenter légèrement (environ **320 K €**).
- La **TH résidences secondaires** ne peut augmenter que dans les mêmes proportions que la **TFPB** et seulement à partir de 2023 (environ **520 K €** de produit annuel).
- La **CFE** peut être revue mais son effet est décalé d'un an par rapport à l'évolution de la **TFPB**.
- Le versement mobilité, actuellement au taux de **0,8 %**, ne peut pas être augmenté.

### III – L’agglomération de Nevers 2022 – 2026

- Selon le diagnostic établi par le Cabinet Stratorial, la marge de manœuvre fiscale est centrée sur le Foncier Bâti ;
- pour obtenir un produit complémentaire de CFE, il faut d’abord instituer la TFB.
- De même, le taux de TFPNB peut être modifié, mais le produit correspondant sera très faible et il est lié à la variation du foncier bâti.
- Il faudrait lever un produit fiscal de **2 M €** minimum pour préserver le FPIC (toutes choses égales par ailleurs).

	Bases	Taux	Produit
Cotisation foncière des entreprises	21 154 000	27,65%	5 849 081
Taxe sur le foncier bâti	92 017 000	0,00%	0
Taxe sur le foncier non bâti	999 700	2,61%	26 092
Taxe sur la valeur ajoutée			14 499 665
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires			521 728
Taxe additionnelle à la taxe sur le foncier non bâti			120 707
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises			3 621 531
Taxe sur les surfaces commerciales			1 245 672
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux			355 801
<b>TOTAL</b>			<b>26 240 277</b>

# III – L'agglomération de Nevers 2022-2026

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## Le pacte financier et fiscal :

Compléments du Cabinet Stratorial sur les impacts de l'évolution de la fiscalité sur la dotation d'intercommunalité, le CIF et le FPIC :

- dotation d'intercommunalité :

**1 M €** de fiscalité supplémentaire -> génèrerait **30 K €** de dotation supplémentaire.

- CIF (Coefficient d'Intégration Fiscale) :

**1 M €** de fiscalité supplémentaire -> **CIF** passerait à **32,77 %**.

**2 M €** de fiscalité supplémentaire -> **CIF** passerait à **33,63 %**.

**3 M €** de fiscalité supplémentaire -> **CIF** passerait à **34,47 %**.

Dès que le CIF dépasse 35 %, le niveau de Dotation d'Intercommunalité par habitant est garanti à son niveau plancher.

- FPIC :

	Avec CIF actuel	Avec CIF à 32,77 % soit 1 M € fiscalité	Avec CIF à 33,63 % soit 2 M € fiscalité	Avec CIF à 34,47 % soit 3 M € fiscalité
Contribution	-291 999	-300 079	-307 954	-315 646
Attribution	574 700	590 604	606 103	621 242
Solde	282 701	290 525	298 149	305 596

## III – L'agglomération de Nevers 2022-2026

### Le pacte financier et fiscal :

Pour rappel l'enveloppe de la DSC a été dynamique jusqu'en 2012 puis gelée à 1,8 M € à partir de 2013. Il s'agit d'une dotation facultative.

L'article L5211-28-4 du CGCT a modifié les critères de répartition de la DSC :

2 critères obligatoires sont à prendre en compte savoir, **l'écart de revenus et le potentiel financier ou fiscal**. Ils doivent représenter au moins 35 % de la DSC, le solde étant à répartir sur des critères facultatifs qui sont définis librement.

Un groupe de travail composé d'élus s'est réuni pour déterminer l'ensemble de ces critères en octobre 2021, et se réunira de nouveau lors d'un 4<sup>ème</sup> séminaire le 26 novembre prochain pour définir son montant en fonction des critères retenus.

Les autres critères « libres » retenus pour lesquels un pourcentage reste à déterminer sont :

- . critères enfance jeunesse (enfants de 3 à 16 ans et nombre de places dans les structures petite enfance et périscolaire)
- . critère voirie (longueur de la voirie communale)
- . critère logement social (nombre de logements sociaux)
- . critère dépenses d'équipement
- . critère solidarité envers les petites communes (identique au précédent)
- . critère économique avec poids de la fiscalité des entreprises.

### **III – Les dépenses d'équipement de l'agglomération de Nevers en 2022 pour le territoire**

Elles seront présentées par ambition et par orientation stratégique pour le coût retenu lors du vote du budget primitif 2022.

Elles peuvent correspondre à plusieurs budgets et sont ensuite déclinées dans chacun d'entre eux.

En attente de la priorisation politique du projet de territoire.

## Les dépenses d'équipement de l'agglomération 2022-2026

Pour bénéficier d'une capacité d'investissement identique à celle du mandat précédent (**35 M € net**), tout en garantissant un fonds de roulement stable à **7,5 M €**, il faudrait augmenter l'épargne brute de **500 K €/an soit 2.5 millions sur le mandat**, comme le montre le tableau ci-dessous :

ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE									
en k€	Moyenne 2021-2026	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>CAPACITE A INVESTIR</b>	<b>5 833</b>	<b>5 665</b>	<b>3 290</b>	<b>5 833</b>	<b>5 833</b>	<b>5 833</b>	<b>5 833</b>	<b>5 833</b>	<b>5 833</b>
Epargne brute	3 214	3 680	3 406	1 834	2 960	3 087	3 296	3 797	4 307
Variation de la dette	2 301	-121	-121	-121	5 084	2 746	2 537	2 036	1 526
Variation du fonds de roulement	-318	-2 106	-6	-4 120	2 211	0	0	0	0
Epargne nette	2 682	3 559	3 285	1 713	2 839	2 635	2 639	2 934	3 330
Emprunts nouveaux	2 833	0	0	0	5 206	3 198	3 194	2 899	2 504
Variation du fonds de roulement	-318	-2 106	-6	-4 120	2 211	0	0	0	0
FdR au 31/12	7 131	9 415	9 409	5 289	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
En-cours de dette au 31/12	9 198	1 171	1 050	928	6 013	8 759	11 296	13 332	14 858
<b>Ratio de capacité de désendettement</b>	<b>2,63</b>	<b>0,32</b>	<b>0,31</b>	<b>0,51</b>	<b>2,03</b>	<b>2,84</b>	<b>3,43</b>	<b>3,51</b>	<b>3,45</b>
<b>Taux d'épargne brute</b>	<b>6,85%</b>	<b>8,07%</b>	<b>7,39%</b>	<b>4,05%</b>	<b>6,38%</b>	<b>6,59%</b>	<b>7,02%</b>	<b>8,02%</b>	<b>9,02%</b>

# **Ambition 1 : Garantir un développement équilibré et durable du territoire pour le bien-être et la cohésion des habitants**

**Orientation 1 : Garantir l'accès à un habitat de qualité, économe en énergie et adapté à chacun**

**Orientation 2 : Préserver la santé des habitants**

**Orientation 3 : Organiser un aménagement du territoire équilibré ville-centre, centres-bourgs et quartiers**

**Orientation 4 : Garantir le droit à la mobilité pour tous en intégrant les spécificités du territoire**

**Orientation 5 : Garantir des pratiques sportives et culturelles de proximité au service de la cohésion sociale et du bien-être des habitants**

**Orientation 6 : Poursuivre les efforts pour offrir un maillage de grands équipements culturels et sportifs de qualité avec les services associés**

## **Ambition 2 : préserver nos ressources naturelles et inciter à consommer et produire autrement sur le territoire pour permettre la transition écologique et l'économie circulaire**

**Orientation 7 : préserver et garantir la disponibilité de la ressource en eau**

**Orientation 8 : développer l'autonomie énergétique et alimentaire du territoire**

**Orientation 9 : produire moins de déchets, lutter contre le gaspillage et favoriser le réemploi**

**Orientation 10 : construire un territoire résilient face au changement climatique**

# **Ambition 3 : créer les conditions favorables pour conforter le développement du tissu économique local et l'accompagner vers l'économie de demain**

Envoyé en préfecture le 03/12/2021  
Reçu en préfecture le 03/12/2021  
Affiché le  
ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

**Orientation 11 : proposer une offre d'accompagnement structurée des porteurs de projets, basée sur les expertises de partenaires identifiés**

**Orientation 12 : gérer et anticiper durablement l'offre immobilière et foncière à vocation économique**

**Orientation 13 : co-construire avec les communes une politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire**

**Orientation 14 : favoriser l'insertion sociale et professionnelle**

**Orientation 15 : garantir une offre d'enseignement supérieur et de recherche et une vie étudiante adaptées au territoire**

**Orientation 16 : accompagner la transformation numérique et digitale du territoire**

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## **Ambition 4 : renforcer l'attractivité et la notoriété du territoire**

**Orientation 17 : faire de Nevers et son agglomération une destination connue et attractive**

**Orientation 18 : proposer une stratégie de développement touristique intercommunal ciblée**

### III - Synthèse des dépenses d'équipement : **M €**

**Ambition 1 : garantir un développement équilibré et durable du territoire pour le bien-être et la cohésion des habitants :**

**Ambition 2 : préserver nos ressources naturelles et inciter à consommer et produire autrement sur le territoire pour permettre la transition écologique et l'économie circulaire :**

**Ambition 3 : créer les conditions favorables pour conforter le développement du tissu économique local et l'accompagner vers l'économie de demain :**

**Ambition 4 : renforcer l'attractivité et la notoriété du territoire :**

**Autres dépenses d'équipement pour l'ensemble des budgets :**

➤ **Moyens de services et adaptation des équipements : M€**

## Les moyens des services et l'adaptation des équipements :

Les moyens des services correspondent à toutes les dépenses d'investissement dites « récurrentes ».

Elles regroupent :

- L'achat de biens immobiliers et mobiliers : meubles, véhicules, logiciels,...tant pour les équipements nouveaux que pour le renouvellement.
- les travaux d'aménagement et de rénovation des bâtiments.
- Les travaux d'aménagement et de rénovation des réseaux.

La liste définitive n'est pas encore validée mais représente en moyenne **3 M €** par an pour l'ensemble des budgets (dont la moitié pour le budget principal) qui viennent en déduction de la capacité d'investissement pour de nouveaux projets.

### III – L'agglomération de Nevers en 2022

## Evolution de la population de l'agglomération

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (en attente)
Challuy	1 683	1 651	1 661	1 669	1 679	1 670	1 664	
Coulanges-lès-Nevers	3 796	3 799	3 765	3 775	3 785	3 713	3 722	
Fourchambault	4 950	4 772	4 602	4 430	4 386	4 287	4 235	
Garchizy	4 008	4 017	4 000	3 850	3 849	3 771	3 781	
Germigny-sur-Loire	770	777	784	786	786	778	778	
Gimouille	479	480	472	470	470	466	461	
Marzy	3 824	3 854	3 858	3 864	3 869	3 870	3 904	
Nevers	37 026	36 482	36 186	35 899	34 799	34 097	34 353	
Parigny-les-Vaux	1 030	1 017	1 001	988	996	996	999	
Pougues-les-Eaux	2 467	2 482	2 514	2 480	2 462	2 441	2 426	
Saincaize-Meauce	429	417	412	405	391	383	375	
Sermoise-sur-Loire	1 669	1 669	1 665	1 655	1 619	1 585	1 567	
Varennnes-Vauzelles	9 751	9 689	9 721	9 702	9 589	9 474	9 384	
<b>TOTAL</b>	<b>71 882</b>	<b>71 106</b>	<b>70 641</b>	<b>69 973</b>	<b>68 680</b>	<b>67 531</b>	<b>67 649</b>	

#### Les orientations générales du budget 2022 :

Le contexte des finances locales reste incertain, notamment sur l'évolution du FPIC, mais avant tout sur les effets budgétaires de la crise sanitaire surtout avec la fin du « quoi qu'il en coûte ».

Les prévisions budgétaires 2022 ont donc été établies avec ces incertitudes et dans le respect de la note de cadrage établie en juillet 2021 dont les principaux éléments portent sur :

- la réduction de 5 % minimum des crédits qui ne sont pas contraints par un engagement contractuel.
- la priorisation des demandes pour permettre un arbitrage éclairé.
- l'analyse des solutions pour retenir les plus économiques.
- l'inscription de ce qui est réalisable.

La poursuite des arbitrages budgétaires doit permettre de respecter les objectifs 2022 pour garantir l'équilibre budgétaire et le pérenniser

## Suivi de l'impact financier du COVID – BP 2022

DETAIL	Avant COVID	CA 2020	BP 2021	Evaluation BP 2022
Entrées piscine	950 000	266 105	370 000	460 000
Taxe de séjour	200 000 à 250 000	133 462	150 000	200 000
Port de la Jonction	65 000	33 864	36 000	45 895
Recettes voyageurs	1 308 029 minimum	1 041 333	1 139 000	1 336 406
Versement mobilité	4 600 000 à 4 900 000	4 598 334	4 600 000	4 600 000
CVAE	4 087 244	4 089 614	3 599 575	3 420 000

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# 1 - LE BUDGET EAU 2022

(équilibré par le prix du m3)

## LE BUDGET EAU 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

- Le budget eau applique l'instruction comptable M49 relative aux Services Publics Industriels et Commerciaux gérant la distribution d'eau potable.
- Ce budget est **autonome**, c'est-à-dire que le prix du m<sup>3</sup> d'eau facturé **doit** couvrir le coût du service, sans subvention d'exploitation du budget principal.
- Ce budget est géré **hors taxe**.
- Les dépenses d'équipement sont **toutes amortissables** en fonction des durées préconisées par l'instruction et votées par le conseil communautaire.
- La **gestion de l'eau est mixte**, c'est-à-dire à la fois en régie directement par les services de l'agglomération et également en délégation pour les villes de Nevers et Varennes-Vauzelles.
- De plus, une convention de prestation de service permet de desservir la ville de Chevenon.

## LE BUDGET EAU 2022

Le projet de budget eau 2022 se présente ainsi :


Section d'investissement	2 288 000
Section de fonctionnement	4 385 400
TOTAL	6 673 400

## LE BUDGET EAU 2022

Recettes d'exploitation	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Ventes de produits et prestations	4 198 000	4 203 000	4 202 000
<i>dont ventes d'eau régie</i>	<i>1 849 000</i>	<i>1 865 000</i>	<i>1 900 000</i>
<i>dont surtaxe DSP</i>	<i>1 524 000</i>	<i>1 524 000</i>	<i>1 500 000</i>
Amortissement des subventions	75 550	41 000	41 000
Autres produits	58 400	33 900	142 400
<b>TOTAL</b>	<b>4 331 950</b>	<b>4 277 900</b>	<b>4 385 400</b>

Dépenses d'exploitation	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Charges de personnel	1 027 800	1 009 720	1 070 600
Charges à caractère général	1 075 400	1 040 800	1 169 100
Redevances	350 000	324 000	330 000
Charges financières	65 000	62 000	58 000
Autres	161 312	56 000	35 000
Autofinancement	281 000	505 165	485 700
Amortissement	1 179 320	1 180 215	1 187 000
Provisions		100 000	50 000
Dépenses imprévues	192 118	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>4 331 950</b>	<b>4 277 900</b>	<b>4 385 400</b>

# LE BUDGET EAU 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021  
 Reçu en préfecture le 03/12/2021  
 Affiché le   
 ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Recettes d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Autofinancement	281 000	505 165	485 700
Réserves	Au BS	Au BS	Au BS
Subventions	723 600	750 000	57 500
Divers remboursements		45 000	
Emprunt	2 870 000	849 682	557 800
Opération d'ordre transfert de compte (amortissements)	1 179 320	1 180 215	1 187 000
<b>TOTAL</b>	<b>5 053 920</b>	<b>3 330 062</b>	<b>2 288 000</b>

Dépenses d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Etudes - Logiciels,...	10 000	5 800	0
Matériels - petits travaux	877 000	228 200	655 000
Travaux	3 522 600	2 653 262	1 190 000
Sous total dépenses d'équipement	4 409 600	2 887 262	1 845 000
Quote part subventions (op ordre)	75 550	41 000	41 000
Remboursement du capital	281 000	401 800	397 000
Dépenses imprévues - Divers	287 770	0	5 000
<b>TOTAL</b>	<b>5 053 920</b>	<b>3 330 062</b>	<b>2 288 000</b>

# BUDGET EAU 2022 - Les principales orientations budgétaires

## Section d'exploitation : les recettes

- Les recettes de vente d'eau sont basées sur les mêmes volumes que les années précédentes en appliquant une augmentation tarifaire calée sur l'inflation : **1 900 K €** pour les ventes en régie et **1 500 K €** pour les ventes réalisées dans le cadre de la Délégation de Service Public.
- Une partie des agents rémunérés directement sur le budget eau est refacturée sur les budgets assainissement et SPANC au prorata du temps consacré à ces budgets : **155 K €**

## Section d'exploitation : les dépenses :

- augmentation du coût de l'énergie évaluée à **24 K €**
- frais d'études : **170 K €** notamment pour une étude comparative entre la gestion en DSP et en régie (150 K €).
- coût Ressources Humaines : **1 070 600 €** dont personnel extérieur au budget.

## Section d'investissement : les recettes

- Subvention Agence de l'Eau pour pré location (**26 K €**) et Région pour télé relève (**31,5 K €**).
- Inscription d'un emprunt d'équilibre qui sera revu au budget supplémentaire et également en fonction de la réalisation du programme d'investissement : **557 800 €**
- Autofinancement complémentaire : **485 700 €**

## Section d'investissement : les dépenses :

- Matériel et travaux divers : rénovation bâtiment : **90 K €** ; branchements Véolia : **30 K €** ; branchements plomb : **250 K €** ; pré location et télé relève : **160 K €**.
- Fin des travaux de réhabilitation de l'usine d'eau potable située à Sermoise (trop payé faisant l'objet d'un remboursement, donc neutre ) : **110 K €**.
- Travaux secteur François Mitterrand : **600 K €**
- Travaux secteur sud : **480 K €**
- Remboursement du capital des emprunts : **397 K €**

## BUDGET EAU 2022

Suivi des Autorisations de Programme faisant l'objet de crédits de paiement en 2022  
De nouvelles autorisations sont susceptibles d'être ouvertes en cours d'année.

Libellé	CP 2017 à 2020	CP 2021	CP 2022	CP exercices suivants	Total
Réhabilitation de l'usine d'eau potable	5 037 948,80	1 272 051,20	110 000	0	6 420 000
Renouvellement réseaux et branchements secteur F. Mitterrand		50 000,00	600 000	600 000	1 250 000,00

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# LE BUDGET EAU 2022 – PRESENTATION DE LA DETTE

## TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Etat de la dette - BUDGET ANNEXE EAU

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
2022	395 963,63	57 123,24	453 086,87
2023	396 138,26	54 262,20	450 400,46
2024	396 317,27	51 424,56	447 741,83
2025	390 647,95	48 552,70	439 200,65
2026	308 075,70	45 845,57	353 921,27
2027	300 933,32	43 159,17	344 092,49
2028	300 933,32	40 492,44	341 425,76
2029	300 933,32	37 786,33	338 719,65
2030	300 933,32	35 099,94	336 033,26
2031	300 933,32	32 413,53	333 346,85
2032	300 933,32	29 738,73	330 672,05
2033	300 933,32	27 040,70	327 974,02
2034	300 933,32	24 354,29	325 287,61
2035	300 933,32	21 667,88	322 601,20
2036	300 933,32	18 985,01	319 918,33
2037	300 933,57	16 295,06	317 228,63
2038	234 800,00	13 885,49	248 685,49
2039	234 800,00	11 936,65	246 736,65
2040	234 800,00	9 987,81	244 787,81
2041	234 800,00	8 038,97	242 838,97
2042	234 800,00	6 090,13	240 890,13
2043	234 800,00	4 141,29	238 941,29
2044	234 800,00	2 192,45	236 992,45
2045	117 400,00	365,41	117 765,41
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 958 409,58</b>	<b>640 879,55</b>	<b>7 599 289,13</b>

Désendettement de 395 793,14 € en 2021- Pas de nouvel emprunt contracté en 2021

# LE BUDGET EAU 2022 – PRESENTATION DE LA DETTE

## TABLEAU PRÉVISIONNEL

Etat dette - BUDGET ANNEXE EAU

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2022	395 963,63	57 123,24	453 086,87	6 562 445,95
2023	396 138,26	54 262,20	450 400,46	6 166 307,69
2024	396 317,27	51 424,56	447 741,83	5 769 990,42
2025	390 647,95	48 552,70	439 200,65	5 379 342,47
2026	308 075,70	45 845,57	353 921,27	5 071 266,77
2027	300 933,32	43 159,17	344 092,49	4 770 333,45
2028	300 933,32	40 492,44	341 425,76	4 469 400,13
2029	300 933,32	37 786,33	338 719,65	4 168 466,81
2030	300 933,32	35 099,94	336 033,26	3 867 533,49
2031	300 933,32	32 413,53	333 346,85	3 566 600,17
2032	300 933,32	29 738,73	330 672,05	3 265 666,85
2033	300 933,32	27 040,70	327 974,02	2 964 733,53
2034	300 933,32	24 354,29	325 287,61	2 663 800,21
2035	300 933,32	21 667,88	322 601,20	2 362 866,89
2036	300 933,32	18 985,01	319 918,33	2 061 933,57
2037	300 933,57	16 295,06	317 228,63	1 761 000,00
2038	234 800,00	13 885,49	248 685,49	1 526 200,00
2039	234 800,00	11 936,65	246 736,65	1 291 400,00
2040	234 800,00	9 987,81	244 787,81	1 056 600,00
2041	234 800,00	8 038,97	242 838,97	821 800,00
2042	234 800,00	6 090,13	240 890,13	587 000,00
2043	234 800,00	4 141,29	238 941,29	352 200,00
2044	234 800,00	2 192,45	236 992,45	117 400,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 958 409,58</b>	<b>640 879,55</b>	<b>7 599 289,13</b>	<b>70 624 288,40</b>

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# 2 - LE BUDGET ASSAINISSEMENT 2022

(équilibré par le prix du m3)

# LE BUDGET ASSAINISSEMENT 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

- Le budget assainissement applique l'instruction comptable M49 relative aux Services Publics Industriels et Commerciaux gérant le réseau assainissement.
- Ce budget est **autonome**, c'est-à dire que la redevance d'assainissement facturée **doit** couvrir le coût du service, sans subvention d'exploitation du budget principal.
- Ce budget est géré **hors taxe**.
- Les dépenses d'équipement sont **toutes amortissables** en fonction des durées préconisées par l'instruction et votées par le conseil communautaire.
- La gestion de l'assainissement est en **délégation de service public** par la Société Véolia.

# LE BUDGET ASSAINISSEMENT 2022

Le projet de budget assainissement 2022 se présente ainsi :

Section d'investissement	2 852 670
Section de fonctionnement	3 355 600
TOTAL	6 208 270

# LE BUDGET ASSAINISSEMENT 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Recettes d'exploitation	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Ventes de produits et prestations	3 156 000	3 103 000	2 991 000
<i>dont surtaxe DSP</i>	<i>2 287 000</i>	<i>2 200 000</i>	<i>2 100 000</i>
<i>dont part à reverser au délégataire</i>	<i>688 000</i>	<i>702 000</i>	<i>700 000</i>
<i>dont redevance modernisation des réseaux</i>	<i>181 000</i>	<i>130 000</i>	<i>125 000</i>
Amortissement des subventions	179 968	179 968	181 000
Subventions			152 500
Autres produits	22 600	58 600	31 100
<b>TOTAL</b>	<b>3 358 568</b>	<b>3 341 568</b>	<b>3 355 600</b>

Dépenses d'exploitation	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Charges de personnel	516 700	526 640	475 150
Charges à caractère général	1 016 350	1 139 100	1 261 500
<i>dont reversement de la part délégataire</i>	<i>688 000</i>	<i>702 000</i>	<i>700 000</i>
Redevance modernisation des réseaux	181 000	150 000	150 000
Charges financières	43 000	37 000	23 000
Charges exceptionnelles - autres	45 698	38 500	68 000
Autofinancement	357 000	201 214	120 950
Amortissement	1 198 820	1 219 114	1 227 000
Provisions		30 000	30 000
<b>TOTAL</b>	<b>3 358 568</b>	<b>3 341 568</b>	<b>3 355 600</b>

# LE BUDGET ASSAINISSEMENT 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Recettes d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Autofinancement	357 000	201 214	120 950
Opérations pour compte de tiers	50 000	26 500	165 670
Subventions	300 000	14 000	504 880
Amortissement des équipements	1 198 820	1 219 114	1 227 000
Emprunt	741 938	1 208 040	834 170
<b>TOTAL</b>	<b>2 647 758</b>	<b>2 668 868</b>	<b>2 852 670</b>

Dépenses d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Dépenses d'équipement	2 060 790	2 107 400	2 151 000
Amortissement des subventions reçues	179 968	179 968	181 000
Opérations pour compte de tiers	50 000	26 500	165 670
Remboursement du capital	357 000	355 000	355 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 647 758</b>	<b>2 668 868</b>	<b>2 852 670</b>

## Les principales recettes d'exploitation sont :

Elles sont toutes évaluées avec prudence.

- Part communautaire reversée par la Saur pour Véolia : **1 600 K €**.
- Part Véolia encaissée et reversée : **700 K €**.
- Part communautaire : **500 K €**.
- Redevance modernisation des réseaux : **150 K €** (reversée à l'agence de l'eau Loire Bretagne) lors de l'encaissement définitif).
- Subventions : **152 K €** : Agence Loire Bretagne pour raccordements, étude sur les micro polluants et schéma directeur assainissement.
- La mise à disposition de personnel au SPANC : **41 K €**.
- Travaux facturés : **25 K €**.
- Participation de Véolia aux frais de facturation : **30 K €**.

## Les principales dépenses d'exploitation sont :

- Reversement de la part Véolia : **700 K €**.
- Entretien du réseau : **30 k €**.
- Etudes : **300 K €** (géolocalisation des réseaux, mise à jour zonages, étude micropolluants,...).
- Prestation externe : **125 K €** (enquête de raccordement).
- Charges de personnel : **475 K €**.
- Reversement redevance modernisation des réseaux : **150 K €**
- Charges financières : **23 K €** (dont intérêts dette 8 K €).
- Provisions pour impayés : **30 K €**.
- Dotation aux amortissements : **1 227 K €**.
- Virement à la section d'investissement : **121 K €**.

## Les principales recettes d'investissement :

- Subventions inscrites : **505 K €** (Agence Loire Bretagne pour Saincaize : 130 K € et pollustock et récupération des sables : 147 K €).
- Autofinancement : **121 K €**.
- Amortissements : **1 227 K €**.
- Emprunt d'équilibre : **834 K €** (revu au budget supplémentaire lors de la reprise des résultats).

## Les principales dépenses d'investissement :

- Remboursement capital de la dette : **355 K €**
- Amortissement des subventions d'équipement : **181 K €**.
- Remplacement 2 véhicules : **55 K €**.
- Travaux sur réseau assainissement : **735 K €** pour les communes de l'agglomération.
- Crédit de paiement 2022 pour station traitement eaux usées Saincaize (décalage d'un an) : **430 K €**.
- Divers travaux programmés : **915 K €** - Récupération des sables et mise en séparatif de Garchizy.

## BUDGET ASSAINISSEMENT 2022

Suivi des Autorisations de Programme faisant l'objet de crédits de paiement en 2022.

Libellé	CP 2017 à 2020	CP 2021	CP 2022	CP exercices suivants	Total
Station de traitement des eaux usées de Saincaize Cité de la Gare	0	0	430 000	759 640	1 189 640

# LE BUDGET ASSAINISSEMENT 2022

## PRESENTATION DE LA DETTE

### TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Etat de la dette - Budget Annexe Assainissement

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
2022	353 434,99	7 524,39	360 959,38
2023	353 912,39	6 950,99	360 863,38
2024	354 411,29	6 356,09	360 767,38
2025	354 932,66	5 738,72	360 671,38
2026	211 429,54	5 097,88	216 527,42
2027	189 066,14	4 432,51	193 498,65
2028	137 156,92	3 741,49	140 898,41
2029	134 462,61	3 023,68	137 486,29
2030	135 112,44	2 277,85	137 390,29
2031	135 791,29	1 502,76	137 294,05
2032	125 130,23	877,54	126 007,77
2033	5 378,54	533,23	5 911,77
2034	5 638,87	272,90	5 911,77
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 495 857,91</b>	<b>48 330,03</b>	<b>2 544 187,94</b>

Désendettement de 352 978,13 € en 2021

Pas de nouvel emprunt en 2021

Annuités constantes jusqu'en 2025

# LE BUDGET ASSAINISSEMENT 2022

## PRESENTATION DE LA DETTE

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

### TABLEAU PRÉVISIONNEL

Budget Annexe Assainissement

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2022	353 434,99	7 524,39	360 959,38	2 142 422,92
2023	353 912,39	6 950,99	360 863,38	1 788 510,53
2024	354 411,29	6 356,09	360 767,38	1 434 099,24
2025	354 932,66	5 738,72	360 671,38	1 079 166,58
2026	211 429,54	5 097,88	216 527,42	867 737,04
2027	189 066,14	4 432,51	193 498,65	678 670,90
2028	137 156,92	3 741,49	140 898,41	541 513,98
2029	134 462,61	3 023,68	137 486,29	407 051,37
2030	135 112,44	2 277,85	137 390,29	271 938,93
2031	135 791,29	1 502,76	137 294,05	136 147,64
2032	125 130,23	877,54	126 007,77	11 017,41
2033	5 378,54	533,23	5 911,77	5 638,87
2034	5 638,87	272,90	5 911,77	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 495 857,91</b>	<b>48 330,03</b>	<b>2 544 187,94</b>	

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# 3 - LE BUDGET SPANC 2022

(équilibré par les tarifs des prestations votées)

- Le budget SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) applique l'instruction comptable M49 relative aux Services Publics Industriels et Commerciaux gérant le réseau assainissement.
- Ce budget est **autonome**, c'est-à dire que la redevance d'assainissement facturée doit couvrir le coût du service, sans subvention d'exploitation du budget principal.
- Ce budget est géré **TTC**.
- Les dépenses d'équipement sont minimales et **toutes amortissables** en fonction des durées préconisées par l'instruction et votées par le conseil communautaire.

# LE BUDGET SPANC 2022

Le projet de budget SPANC 2022 se présente ainsi :

Section d'investissement	5 000
Section de fonctionnement	127 000
TOTAL	132 000

## LE BUDGET SPANC 2022

Recettes de fonctionnement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Vidanges assainissement non collectif	40 000	41 515	15 000
Contrôles - diagnostics	45 000	40 000	40 000
Travaux		30 000	25 000
Autres produits	3 000	3 000	47 000
<b>TOTAL</b>	<b>88 000</b>	<b>114 515</b>	<b>127 000</b>

Dépenses de Fonctionnement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Marché entretien et diagnostic SPANC	40 000	33 000	25 000
Charges de personnel	39 000	70 000	86 000
Autres dépenses	8 485	11 000	15 000
Amortissement	515	515	1 000
<b>TOTAL</b>	<b>88 000</b>	<b>114 515</b>	<b>127 000</b>

# LE BUDGET SPANC 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021  
Reçu en préfecture le 03/12/2021  
Affiché le  
ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Finances

Recettes d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Amortissement	515	515	1 000
Emprunt			4 000
TOTAL	515	515	5 000

Dépenses d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Dépenses non affectées	515		
Matériel		515	
Logiciel			5 000
TOTAL	515	515	5 000

# LE BUDGET SPANC 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## Section d'exploitation :

- Les travaux d'entretien réalisés par Véolia évalués à **15 K €** sont refacturés aux usagers.
- Les contrôles et diagnostics sont réévalués suite à un renfort de personnel pour réaliser les missions du SPANC.
- Parmi les dépenses, un crédit de **5 K €** est inscrit pour les dépenses de carburant.

## Section d'investissement :

- Renouvellement du logiciel dédié à l'activité : **5 K €**.
- Inscription provisoire d'un emprunt de **4 K €** qui sera revu au budget supplémentaire lors de la reprise des résultats.

Pas d'encours de dette sur ce budget.

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# 4 - LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2022

(équilibré par les loyers)

# LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

- Le budget annexe immobilier à vocation économique applique l'instruction budgétaire M14 et est assujetti à la TVA.
- Il est donc présenté **Hors Taxe**.
- Le budget regroupe les locaux de l'**Inkub** et de l'**Atelier Relais** de Varennes Vauzelles ouvert depuis septembre 2019.
- Les deux sites proposent des locations, principalement à des entreprises de petite taille.
- L'équilibre de la section de fonctionnement est assuré par le produit des locations.

# LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2022

Le projet de budget primitif Immobilier à Vocation Economique 2022 se présente ainsi :

Section d'investissement	229 000 €
Section de fonctionnement	439 129 €
TOTAL	668 129 €

## LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF


Recettes de fonctionnement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
<u>Atelier Relais</u>			
Produit des loyers et charges refacturées	56 400	76 880	80 400
<u>Inkub</u>			
Produit des loyers et charges refacturées	368 166	368 701	358 729
TOTAL	424 566	445 581	439 129

## LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2022

Finances

Dépenses de Fonctionnement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
<u>Atelier Relais</u>			
Charges de fonctionnement du site	26 816	56 880	19 800
Charges de personnel			10 000
Charges financières			3 000
Virement à la section d'investissement	19 584		47 600
Dépenses imprévues	10 000	20 000	
<u>Inkub</u>			
Charges de fonctionnement du site	241 100	274 600	300 750
Charges de personnel			35 000
Virement à la section d'investissement	70 000	61 101	7 979
Dépenses imprévues	19 066		
Provisions pour risques	38 000	33 000	15 000
<b>TOTAL</b>	<b>424 566</b>	<b>445 581</b>	<b>439 129</b>

# LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021  
 Reçu en préfecture le 03/12/2021  
 Affiché le   
 ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Finances

Recettes d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
<u>Atelier relais</u>			
			0
Avances du budget principal	70 000		
Subventions d'équipement reçues	0	80 000	0
Divers	2 000	2 000	2 000
Autofinancement	19 584		47 600
Emprunts			17 400
<u>Inkub</u>			
Avances du budget principal	670 000		
Emprunt	0	88 899	75 021
Subventions			77 000
Autofinancement	70 000	61 101	7 979
Divers	2 000	2 000	2 000
TOTAL	833 584	234 000	229 000

# LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Finances

Dépenses d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
<u>Atelier relais</u>			
Travaux d'aménagement	89 584	20 000	20 000
Remboursement emprunt		45 000	45 000
Divers	2 000	2 000	2 000
Dépenses imprévues		15 000	0
<u>Inkub</u>			
Dépenses d'équipement	740 000	150 000	160 000
Divers	2 000	2 000	2 000
<b>TOTAL</b>	<b>833 584</b>	<b>234 000</b>	<b>229 000</b>

## Les recettes de fonctionnement :

- Atelier relais : les loyers et charges locatives représentent **80 400 €** pour la location de 5 cellules.
- L'Inkub : les loyers et charges locatives représentent **358 729 €**.

## Les dépenses de fonctionnement :

- Atelier relais :
  - les dépenses courantes s'élèvent à **19 800€**
  - 20 % ETP intégrés à ce budget : **10 000 €**
  - Virement en investissement : **47 600 €**
- L'inkub :
  - les dépenses courantes s'élèvent à **300 750 €**
  - 70 % ETP intégrés à ce budget : **35 000 €**
  - Virement en investissement : **7 979 €**
  - Provisions pour risques : **15 000 €**

# LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## Les recettes d'investissement :

- Atelier relais :
- autofinancement : **47 600 €**
- emprunt provisoire : **17 400 €** susceptible d'être revu au BS.
  
- L'Inkub :
- autofinancement : **7 979 €**
- emprunt provisoire : **75 021 €** susceptible d'être revu au BS.
- subventions : **77 000 €** dont **21 K €** de la Région pour un capteur et **56 K €** pour le démonstrateur 5G

## Les dépenses d'investissement :

- Atelier relais :
- aménagements extérieurs : **20 K €**
- remboursement capital emprunt : **45 K €**
  
- L'inkub :
- aménagements divers : **160 K €** dont **20 K €** en cloisonnement, **30 K €** pour la labellisation 4 G, **80 K €** pour le démonstrateur 5 G et **30 K €** pour l'espace Village by CA.

Pour chaque site, des crédits sont prévus pour **2 K €** en dépenses et recettes pour les dépôts et cautionnements reçus et à reverser si besoin.

# LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2021

## PRESENTATION DE LA DETTE

Envoyé en préfecture le 03/12/2021  
 Reçu en préfecture le 03/12/2021  
 Affiché le   
 ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

### TABLEAU PRÉVISIONNEL

#### Budget Immobilier à Vocation Economique

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2022	44 516,75	2 786,00	47 302,75	826 108,50
2023	44 659,20	2 643,55	47 302,75	781 449,30
2024	44 802,11	2 500,64	47 302,75	736 647,19
2025	44 945,48	2 357,27	47 302,75	691 701,71
2026	45 089,30	2 213,45	47 302,75	646 612,41
2027	45 233,59	2 069,16	47 302,75	601 378,82
2028	45 378,34	1 924,41	47 302,75	556 000,48
2029	45 523,55	1 779,20	47 302,75	510 476,93
2030	45 669,22	1 633,53	47 302,75	464 807,71
2031	45 815,37	1 487,38	47 302,75	418 992,34
2032	45 961,97	1 340,78	47 302,75	373 030,37
2033	46 109,05	1 193,70	47 302,75	326 921,32
2034	46 256,60	1 046,15	47 302,75	280 664,72
2035	46 404,62	898,13	47 302,75	234 260,10
2036	46 553,12	749,63	47 302,75	187 706,98
2037	46 702,09	600,66	47 302,75	141 004,89
2038	46 851,53	451,22	47 302,75	94 153,36
2039	47 001,46	301,29	47 302,75	47 151,90
2040	47 151,90	150,85	47 302,75	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>870 625,25</b>	<b>28 127,00</b>	<b>898 752,25</b>	

# LE BUDGET IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE 2021

## PRESENTATION DE LA DETTE

### TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Etat de la dette - Budget Immobilier à Vocation Economique

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
2022	44 516,75	2 786,00	47 302,75
2023	44 659,20	2 643,55	47 302,75
2024	44 802,11	2 500,64	47 302,75
2025	44 945,48	2 357,27	47 302,75
2026	45 089,30	2 213,45	47 302,75
2027	45 233,59	2 069,16	47 302,75
2028	45 378,34	1 924,41	47 302,75
2029	45 523,55	1 779,20	47 302,75
2030	45 669,22	1 633,53	47 302,75
2031	45 815,37	1 487,38	47 302,75
2032	45 961,97	1 340,78	47 302,75
2033	46 109,05	1 193,70	47 302,75
2034	46 256,60	1 046,15	47 302,75
2035	46 404,62	898,13	47 302,75
2036	46 553,12	749,63	47 302,75
2037	46 702,09	600,66	47 302,75
2038	46 851,53	451,22	47 302,75
2039	47 001,46	301,29	47 302,75
2040	47 151,90	150,85	47 302,75
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>870 625,25</b>	<b>28 127,00</b>	<b>898 752,25</b>

Désendettement de 44 374,75 € en 2021

Pas de nouvel emprunt en 2021

Annuités constantes

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# 5 - LE BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE « Parcs d'activités économiques »2022

(équilibré par les ventes et les écritures de stocks)

## LE BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

- Le budget Développement Economique regroupe les Parcs d'Activités Economiques suivants : **Le Bengy, les Chamonds et Varennes-Vauzelles-Fourchambault-Garchizy.**
- L'instruction budgétaire M14 s'applique pour ce budget, qui n'est pas assujetti à la TVA. Il est donc présenté **TTC.**
- Il retrace l'ensemble des dépenses et recettes liées à la commercialisation des lots restants et enregistre les écritures comptables de stocks correspondantes.

## LE BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 2022 – PAE

Section d'investissement	247 180 €
Section de fonctionnement	281 180 €
TOTAL	528 360 €

## LE BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (PAE) 2022

Au-delà des écritures comptables de stocks, portant aussi bien sur les dépenses que les recettes, tant en investissement qu'en fonctionnement, les mouvements budgétaires à retenir sont :

### Dépenses de fonctionnement :

- Frais entretien zone Varennes Vauzelles- Garchizy préalablement à la commercialisation : **22 K €**
- Frais de bornage et études géotechniques : **15 K €**
- Frais d'actes : **3 K €**

### Recettes de fonctionnement :

#### Ventes de terrains :

- Terrain zone des Chamonds à Distry : **140 K €**
- Terrain zone Varennes Vauzelles Garchizy à GRDF (Enedis) : **101 180 €**

### Dépenses d'investissement :

Remboursement du capital de la dette : **43 000 €**

# LE BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 2022 (PAE)

## PRESENTATION DE LA DETTE

### TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Etat de la dette - Budget développement économique

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
2022	42 390,36	0,00	42 390,36
2023	42 390,36	0,00	42 390,36
2024	42 390,36	0,00	42 390,36
2025	3 532,25	0,00	3 532,25
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>130 703,33</b>		<b>130 703,33</b>

Désendettement de 42 390,36 € en 2021

Pas de nouvel emprunt en 2021

Annuités constantes jusqu'en 2024 et fin des amortissements en 2025

# LE BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 2021 (PAE)

## TABLEAU PRÉVISIONNEL

### Développement Economique

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2022	42 390,36	0,00	42 390,36	88 312,97
2023	42 390,36	0,00	42 390,36	45 922,61
2024	42 390,36	0,00	42 390,36	3 532,25
2025	3 532,25	0,00	3 532,25	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>130 703,33</b>	<b>0,00</b>	<b>130 703,33</b>	

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# **6 - LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022**

**(équilibré partiellement par une subvention du budget principal)**

- Le budget transports et mobilités regroupe l'organisation du réseau de transports et l'ensemble des services et aménagements pour les modes de déplacements doux.
- Le budget annexe transports et mobilités applique l'instruction comptable M43 relative aux services publics locaux de transport de personnes.
- Ce budget, comme pour la plupart des réseaux, perçoit une **subvention d'équilibre du budget principal** en complément des recettes du réseau, du versement mobilité payé par les employeurs de plus de 11 salariés et de diverses dotations.
- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, un nouveau contrat de Délégation de Service Public (DSP) est en place.

- Le régime financier retenu est celui du **forfait de charges**.
- Nevers Agglomération verse à l'exploitant un montant correspondant aux charges prévisionnelles.
- Cette rémunération est assujettie à la TVA au taux de **20 %**.
- Par ailleurs, Nevers Agglomération est propriétaire des recettes collectées par l'exploitant que celui-ci reverse par convention de mandat.
- Ce système permet de récupérer la TVA aussi bien sur le fonctionnement que sur l'investissement.
- Le budget est donc présenté **HT**.

# LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022

Le projet de budget Transports et Mobilités 2022 se présente ainsi :

Section d'investissement	1 761 500 €
Section de fonctionnement	8 918 585 €
TOTAL	10 680 085 €

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022

Recettes d'exploitation	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Versement mobilité	4 600 000	4 600 000	4 600 000
Compensation reversement seuil Versement mobilité	37 000	39 600	39 607
Recettes voyageurs et annexes reversées par l'exploitant	823 029	1 430 000	1 456 406
Subvention d'équilibre du budget principal	2 299 539	1 548 164	2 073 932
DGD + subventions	588 131	693 371	522 686
Participation des communes			170 366
Amortissement des subventions d'équipement	0	0	43 000
Divers	9 900	9 500	12 588
TOTAL	8 357 599	8 320 635	8 918 585

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022

Dépenses d'exploitation	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Contribution versée au délégataire	6 724 595	7 005 000	7 634 585
Charges de personnel	224 950	223 630	227 900
Fonctionnement du service	221 304	273 000	236 100
Remboursement Versement Mobilité	7 000	5 000	9 000
Charges financières	26 000	15 000	10 000
Amortissement des équipements	843 750	799 005	801 000
Autofinancement	310 000	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>8 357 599</b>	<b>8 320 635</b>	<b>8 918 585</b>

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022

Recettes d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Autofinancement	310 000	0	0
Récupération droit à déduction TVA	0	0	0
Subventions équipement reçues	1 837 871	761 227	738 550
Amortissement	843 750	799 005	801 000
Emprunts	398 000	0	221 950
Opérations d'ordre	0	0	0
Autres (titres de participation)	31 000	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>3 420 621</b>	<b>1 560 232</b>	<b>1 761 500</b>

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022

Dépenses d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Acquisition véhicules (bus, vélos,...)	313 842	475 000	480 000
Travaux d'aménagement du réseau	942 703	416 971	940 000
Abris bus – mobilier – accessibilité – aménagements cyclables	65 000	145 400	12 500
Achat de terrains pour aménagements			88 000
Remboursement capital emprunts	310 000	330 000	180 000
Amortissement des subventions	0	0	43 000
Dépenses non affectées et imprévues	1 758 076	192 861	0
Divers			18 000
Autres (titres de participation)	31 000	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>3 420 621</b>	<b>1 560 232</b>	<b>1 761 500</b>

## LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022

### Les principales recettes d'exploitation :

- le versement mobilité (VM) est maintenu au niveau des années précédentes : **4 600 K €**.
- la mesure visant à compenser la perte de VM liée au seuil d'imposition passé de 9 à 11 salariés est de : **39,6 K €**.
- les recettes voyageurs, perçues par l'agglomération depuis 2020, sont évaluées à **1 456 K €** (soit **-15 %** en raison de la crise sanitaire), auxquelles il est rajouté **120 K €** correspondant à l'estimation de régularisation 2021.
- différentes subventions sont inscrites et notamment :
  - . **403 K €** de la Région pour la compensation des transferts de compétence (baisse de **191 K €** par rapport à 2020).
  - . **120 K €** de l'Etat pour la DGD.
  - . **170 K €** des communes membres pour les aménagements cyclables (sous réserve).
- La subvention d'équilibre prévisionnelle du budget principal s'élève à **2 073 932 €** soit une augmentation de **525 768 € (+ 34 %)** par rapport à 2021, ce qui impacte le budget principal d'autant. Elle représente **23 %** des recettes d'exploitation.

## Les principales dépenses d'exploitation :

- la contribution au délégataire est évaluée à **7 635 K €** , soit une hausse de **630 K €** s'expliquant par les indices utilisés dans la formule de révision et notamment l'impact du prix des carburants.
- études : **62 K €** (dont étude mobilités).
- redevance passage en gare routière versée à la Région : **40 K €**.
- charges de personnel : **228 K €**.
- pas de subvention ni de participation versée.
- les charges financières : **10 K €**
- les charges d'amortissement s'élèvent à **801 K €**.

Cette somme étant supérieure à l'annuité en capital de la dette (**180 K €**), aucun autofinancement complémentaire n'est inscrit.

## Les recettes d'investissement :

- les subventions d'équipement à recevoir s'élèvent à **739 K €** :
  - . DSIL continuité cyclable : **591 K €**.
  - . Région – Contrat de territoire continuités cyclables : **148 K €**.
- Amortissement des immobilisations : **801 K €**.
- Emprunt d'équilibre : **222 K €** (susceptible d'être diminué ou supprimé au BS).

## Les dépenses d'investissement :

- installation d'abris vélos : **12,5 K €**
- acquisition de véhicules : **480 K €** (2 bus, 10 VAE et 2 moteurs)
- aménagements pistes cyclables rue des Grands Jardins et Route de Marzy : **940 K €**
- achat terrain rue des Grands Jardins pour aménagement de pistes cyclables : **88 K €**
- remboursement capital emprunts : **180 K €**
- amortissement des subventions d'équipement : **43 K €**

# LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022

## PRESENTATION DE LA DETTE

Envoyé en préfecture le 03/12/2021  
Reçu en préfecture le 03/12/2021  
Affiché le   
ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

### TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Etat de la dette - TRANSPORT

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
2022	179 866,68	9 030,79	188 897,47
2023	179 866,68	8 323,00	188 189,68
2024	149 310,78	7 636,52	156 947,30
2025	146 533,32	6 925,16	153 458,48
2026	146 533,32	6 192,87	152 726,19
2027	146 533,32	5 486,14	152 019,46
2028	146 533,32	4 798,39	151 331,71
2029	146 533,32	4 077,48	150 610,80
2030	146 533,32	3 369,90	149 903,22
2031	146 533,32	2 668,37	149 201,69
2032	146 533,32	1 955,97	148 489,29
2033	146 533,32	1 247,36	147 780,68
2034	146 533,32	539,53	147 072,85
2035	16 633,53	24,65	16 658,18
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 991 010,87</b>	<b>62 276,13</b>	<b>2 053 287,00</b>

Désendettement de 328 843,42 € avec baisse des annuités dès 2022

Pas de nouvel emprunt en 2021

Annuités constantes jusqu'en 2023

# LE BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITES 2022

## TABLEAU PRÉVISIONNEL

### TRANSPORT ET MOBILITES

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2022	179 866,68	9 030,79	188 897,47	1 811 144,19
2023	179 866,68	8 323,00	188 189,68	1 631 277,51
2024	149 310,78	7 636,52	156 947,30	1 481 966,73
2025	146 533,32	6 925,16	153 458,48	1 335 433,41
2026	146 533,32	6 192,87	152 726,19	1 188 900,09
2027	146 533,32	5 486,14	152 019,46	1 042 366,77
2028	146 533,32	4 798,39	151 331,71	895 833,45
2029	146 533,32	4 077,48	150 610,80	749 300,13
2030	146 533,32	3 369,90	149 903,22	602 766,81
2031	146 533,32	2 668,37	149 201,69	456 233,49
2032	146 533,32	1 955,97	148 489,29	309 700,17
2033	146 533,32	1 247,36	147 780,68	163 166,85
2034	146 533,32	539,53	147 072,85	16 633,53
2035	16 633,53	24,65	16 658,18	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 991 010,87</b>	<b>62 276,13</b>	<b>2 053 287,00</b>	

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# **7 - LE BUDGET PORT DE LA JONCTION 2022**

**(équilibré partiellement par une subvention du budget principal)**

## LE BUDGET PORT DE LA JONCTION 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

- Le budget annexe Port de la Jonction applique l'instruction comptable M4 relative aux Services Publics Industriels et Commerciaux.
- Ce budget étant assujetti à la TVA, il est donc présenté **Hors Taxe**.
- Le Port de la Jonction est situé à un embranchement du canal latéral à la Loire. Il accueille les plaisanciers de la nuitée à des séjours plus longs.
- De nombreux aménagements ont été réalisés pour que le site soit aux normes et attractif.
- La redevance journalière facturée n'étant pas suffisante, une **subvention d'équilibre du budget principal est nécessaire**.
- Les investissements sont tous **amortis** et financés en partie par une avance remboursable du budget principal.
- Pas d'encours de dette au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

# LE BUDGET PORT DE LA JONCTION 2022

Le projet de budget Port de la Jonction 2022 se présente ainsi :

Section d'investissement	87 000
Section de fonctionnement	181 300
TOTAL	268 300

## LE BUDGET PORT DE LA JONCTION 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Recettes de fonctionnement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Services plaisanciers	41 895	35 895	45 895
Remboursement personnel maladie	1 000	1 000	0
Amortissement subventions d'équipement	22 664	22 664	24 000
Subvention d'équilibre du budget principal	161 567	127 736	111 305
Divers	100	100	100
<b>TOTAL</b>	<b>227 226</b>	<b>187 395</b>	<b>181 300</b>

Dépenses de Fonctionnement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Dépenses de fonctionnement du site	48 900	39 800	38 300
Charges de personnel	92 240	63 285	56 000
Amortissement des équipements	86 086	84 310	87 000
<b>TOTAL</b>	<b>227 226</b>	<b>187 395</b>	<b>181 300</b>

## LE BUDGET PORT DE LA JONCTION 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Recettes d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Amortissement des équipements	86 086	84 310	87 000
TOTAL	86 086	84 310	87 000

Dépenses d'investissement	BP 2020	BP 2021	Projet BP 2022
Amortissement des subventions transférables	22 664	22 664	24 000
Dépenses d'équipement	59 995	56 646	63 000
Dépenses non affectées ou imprévues	3 427	5 000	0
TOTAL	86 086	84 310	87 000

# LE BUDGET PORT DE LA JONCTION 2022

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## En fonctionnement :

- les recettes des plaisanciers : **46 K €** (niveau avant covid).
- subvention d'équilibre du budget principal : **111 K €** en baisse de **16 K € (-13 %)** . Elle représente **61 %** des recettes d'exploitation.
- charges de personnel : **56 K €**
- amortissement des équipements : **87 K €**
- dépenses de fonctionnement du site : **38 K €**, dont réfection des sanitaires en régie (**4 K €**), élagage (**3 K €**) et redevance versée à Voies Navigables de France (**8 K €**)

## En investissement :

- les amortissements des immobilisations s'élèvent à **87 K €** et permettent de financer un programme d'investissement prévisionnel de **63 K €**.

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# 8 - LE BUDGET PRINCIPAL 2022

# LE BUDGET PRINCIPAL 2022 – GENERALITES

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

- Le budget principal regroupe l'ensemble des moyens généraux de l'agglomération (administration, communication, finances, ressources humaines, informatique, marchés publics, intendance, garage, bâtiments,...) et les compétences qui n'ont pas à être individualisées dans un budget annexe.
- En 2022, les compétences sur le budget principal sont : la gestion des déchets, les sports, les piscines, la culture, le climat et l'énergie, la gestion des milieux et risques, le développement numérique, l'enseignement supérieur, la cohésion sociale et l'habitat, la santé, le tourisme, l'accueil des gens du voyage , le développement économique et territorial, le réseau de chaleur et la gestion des eaux pluviales.
- Le dernier service mutualisé est intégré pour le coût annuel (communication)
- Le budget est présenté TTC sauf quelques activités qui sont assujetties à la TVA (locations, saisons culturelles,...).
- Il centralise les recettes fiscales, les dotations, les reversements aux communes membres et participe à l'équilibre de certains budgets annexes (Port de la Jonction et Transports et Mobilités).
- L'instruction comptable applicable est la M14 en 2022. Elle devrait être remplacée par l'instruction M57 en 2023 ou au plus tard en 2024.
- Les biens amortis sont les biens renouvelables et ceux productifs de revenus (bâtiments loués,...).

# LE BUDGET PRINCIPAL 2022 – LES PRINCIPAUX ELEMENTS FINANCIERS

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

- Compte-tenu de la date de vote du budget primitif, contrairement aux années précédentes, la plupart des éléments financiers indispensables à l'élaboration du budget sont évalués.
- Les dotations perçues sont évaluées à partir du PLF 2022.
- Les éléments de fiscalité sont également évalués selon le même principe et sans avoir eu connaissance des produits perçus en 2021.
- Le FPIC ne sera pas connu avant le mois de juin 2022.
- Les demandes de subventions n'ont pas encore été instruites par les établissements susceptibles de participer au financement de certaines opérations.
- L'exécution budgétaire 2021 n'est pas terminée : pas de lisibilité sur le niveau d'exécution ni sur les restes à réaliser.
- Il sera procédé à des décisions modificatives pour ajuster les prévisions budgétaires avec les chiffres définitifs.

**Il reste à se positionner sur le projet de territoire (arbitrage et échéancier) ainsi que sur les dispositions relatives à la fiscalité et à la solidarité intégrées au pacte financier.**

Afin de **contenir** et **maitriser** les finances de l'agglomération, 2 phases successives d'arbitrage ont été menées pour atteindre les objectifs suivants par section (à fiscalité constante) :

## LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- Réduction des demandes budgétaires en dépenses de fonctionnement de **1 890 K €** en s'appuyant à la fois sur la réduction des dépenses ne présentant pas un caractère obligatoire et un encadrement très strict des dépenses de personnel.
- En complément, une analyse comparative des taux de réalisation depuis 2019 a montré que cette diminution était envisageable. Une présentation complète, intégrant les chiffres des CA précédents, sera intégrée au document de présentation du budget primitif du prochain conseil communautaire.
- Cette solution a permis de ramener les dépenses de fonctionnement à **49 432 K €**.
- Les recettes de fonctionnement sont évaluées avec sincérité à **50 257 K €**.
- L'excédent prévisionnel de fonctionnement s'élève ainsi à **825 K €**. Il ne représente que **1,64 %** des dépenses globales de fonctionnement alors qu'il devrait atteindre **10 %** soit environ **5 M €**.

## LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- Les dépenses pourraient être arrêtées à **10 741 K €** dont **9 719 K €** de dépenses d'équipement pour lesquelles des arbitrages peuvent intervenir en fonction du projet de territoire définitif.
- Elles seraient financées par les amortissements, les subventions, les Attributions de Compensation en investissement, le FCTVA et les cessions à hauteur de **5 706 K €**.
- L'autofinancement interviendrait à hauteur de **825 K €**.
- Le solde serait financé par emprunt d'équilibre à hauteur de **4 210 K €** (montant maximum si 100 % des dépenses d'investissement inscrites réalisées).
- Les APCP sont en cours de finalisation et seront présentées lors du vote du budget primitif 2022.

**Pour atteindre ces objectifs, un pilotage collectif précis tout au long de l'année sera nécessaire et s'accompagnera d'une responsabilisation des services sur le suivi de la consommation des crédits.**

# LE BUDGET PRINCIPAL 2022 – LES RECETTES FISCALES

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021


Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## Positionnement sur les taux de fiscalité directe 2022 pour intégration au budget 2022 :

- taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 13,18 % sans pouvoir de taux en 2022
- Taxe sur le foncier bâti : **0 %** en 2021 – **2022** : ...
- Taxe sur le foncier non bâti : **2,61 %** en 2021
- Cotisation Foncière des Entreprises : **27,65 %**
- Taxe d'enlèvement des Ordures ménagères : **6,50 %** en 2021 – **2022** : ...
- Taxe GEMAPI : **0 %** en 2021 – 2022 : positionnement pour 2023 : ...

# EVOLUTION DU PRODUIT ATTENDU DE LA FISCALITE EN 2022 TAUX CONSTANT

Envoyé en préfecture le 03/12/2021  
 Reçu en préfecture le 03/12/2021  
 Affiché le   
 ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Les principales recettes fiscales à taux constant	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA prévisionnel 2021	Evaluation BP 2022 à taux constant
Taxe d'habitation	13 927 174	13 768 729	13 770 000	521 728	532 000
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	26 204	26 155	26 000	26 092	26 000
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties	124 491	123 671	124 000	120 707	120 000
<b>Total impôts ménages</b>	<b>14 077 869</b>	<b>13 918 555</b>	<b>13 920 000</b>	<b>668 527</b>	<b>678 000</b>
Cotisation foncière des entreprises	6 849 635	6 827 572	6 830 000	5 849 192	5 900 000
Taxe sur les surfaces commerciales	1 318 204	1 276 303	1 276 000	1 245 672	1 250 000
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	4 087 244	4 089 614	3 600 000	3 621 531	3 420 000
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux	336 915	353 676	360 000	355 801	360 000
<b>Total impôts entreprises</b>	<b>12 591 998</b>	<b>12 547 165</b>	<b>12 066 000</b>	<b>11 072 196</b>	<b>10 930 000</b>
Taxe enlèvement des Ordures Ménagères	6 064 016	6 078 345	6 080 000	6 117 968	6 240 000
Taxe de séjour	200 000	133 471	150 000	(150 000)	200 000
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>32 933 883</b>	<b>32 664 065</b>	<b>32 216 000</b>	<b>18 008 691</b>	<b>18 048 000</b>

## EVOLUTION DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES EN 2022

Il s'agit des compensations versées par l'Etat sur les pertes de ressources fiscales résultant des exonérations décidées par la Loi (montants prévisionnels).

Détail des allocations compensatrices	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA prévisionnel 2021	Evaluation BP 2022
Taxe d'habitation – Fraction de TVA nationale à partir de 2021	1 213 060	1 213 060	1 215 000		
Fraction de TVA nationale (TH)				14 499 665	15 225 000
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	6	6		6	
CFE – Réduction des bases des créations d'établissements	1 051	1 051		1 131	
CFE – Exonérations en Zones d'Aménagement du Territoire	1 412	1 412		1 233	
CFE – Autres allocations	97 364	97 364	100 000	116 999	1 300 000
CFE – Locaux industriels				1 187 109	
CVAE – Part relative aux exonérations compensées	2 370	2 370		3 074	
<b>TOTAL</b>	<b>1 315 263</b>	<b>1 315 263</b>	<b>1 315 000</b>	<b>15 809 217</b>	<b>16 525 000</b>

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

# EVOLUTION DES AUTRES ELEMENTS FINANCIERS DETERM

DETAIL	BP 2020	CA 2020	BP 2021	prévisionnel 2021	Evaluation BP 2022
<b>RECETTES</b>					
Dotation d'intercommunalité	1 028 089	1 028 089	1 048 000	1 054 633	1 074 671
Dotation de compensation	6 627 794	6 627 794	6 510 000	6 497 264	6 360 821
FCTVA (investissement et fonctionnement)	1 005 000	726 360	1 305 000	En cours (nouveau système)	1 005 000
<b>FPIC</b>					
Dépenses	300 000	349 433	350 000	291 999	350 000
Recettes	500 000	530 376	530 000	574 699	530 000
Solde	200 000	180 943	190 000	282 700	190 000
<b>DEPENSES</b>					
Attribution compensation fonctionnement	13 380 000	13 377 071	12 750 000	12 721 402	12 600 000
Dotation de Solidarité Communautaire	1 846 000	1 845 435	1 846 000	1 845 435	En attente de positionnement
FNGIR	3 485 347	3 485 347	3 485 347	3 485 347	3 485 347
Subventions d'équilibre aux budgets annexes (Port et Transports)	2 461 105	2 373 000	1 678 164	Calculé en fin d'exercice	2 164 995

## LE BUDGET PRINCIPAL 2022

### Récapitulatif des recettes de fonctionnement :

Recettes de fonctionnement (présentées globalement par chapitre)	BP 2020	BP 2021	Evaluation BP 2022	Evolution 2022/2021
Atténuation de charges (remboursement frais de personnel)	50 000	60 000	60 000	
Produits des services,...	2 580 200	3 365 619	4 821 920	
Impôts et taxes	33 513 886	32 826 000	33 947 200	
Dotations et participations	10 406 895	10 492 113	10 029 892	
Autres produits de gestion courante	236 212	268 629	235 328	
Produits exceptionnels	204 300	190 119	263 150	
<b>TOTAL RECETTES REELLES FONCTIONNEMENT</b>	<b>46 991 493</b>	<b>47 202 480</b>	<b>49 357 490</b>	<b>+ 4,56 %</b>
Opérations d'ordre entre sections	710 000	900 000	900 000	
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>	<b>710 000</b>	<b>900 000</b>	<b>900 000</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47 701 493</b>	<b>48 102 480</b>	<b>50 257 490</b>	

## Récapitulatif des dépenses de fonctionnement en 2022

Dépenses de fonctionnement	BP 2020	BP 2021	Evaluation BP 2022	Evolution 2022/2021
Charges de personnel	8 993 000	8 969 800	9 950 000	+ 11 %
Atténuations de produits (AC, DSC, FNGIR et FPIC)	19 011 347	18 431 347	18 281 347	Dont DSC = 2021
Charges à caractère général	10 124 172	12 976 236	18 360 143	En cours de finalisation
Autres charges de gestion courante	6 958 587	4 893 807		
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION COURANTE</b>	<b>45 087 106</b>	<b>45 271 190</b>	<b>46 591 490</b>	
Charges financières	11 000	1 000	1 000	
Charges exceptionnelles	2 900	2 600	2 000	
<b>TOTAL DEPENSES REELLES FONCTIONNEMENT</b>	<b>45 101 006</b>	<b>45 274 790</b>	<b>46 594 490</b>	<b>+2,91 %</b>
Autofinancement	200 000	0	825 000	
Opérations d'ordre entre sections	2 400 487	2 827 690	2 838 000	
<b>TOTAL DEPENSES ORDRE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 600 487</b>	<b>2 827 690</b>	<b>3 663 000</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47 701 493</b>	<b>48 102 480</b>	<b>50 257 490</b>	

## La section d'investissement – Les recettes

Recettes d'investissement	BP 2020	BP 2021	Evaluation BP 2022
Amortissements	2 400 487	2 827 690	2 838 000
Autofinancement	200 000	0	825 000
<b>Sous Total (prélèvements sur le fonctionnement)</b>	<b>2 600 487</b>	<b>2 827 690</b>	<b>3 663 000</b>
Attribution de compensation investissement			300 000
Subventions reçues	5 067 551	1 678 853	1 445 864
FCTVA	1 000 000	1 300 000	1 000 000
Opérations pour compte de tiers	101 145	0	0
Produit des cessions	39 000	72 864	122 464
Emprunt	3 385 779	3 373 814	4 210 314
<b>TOTAL</b>	<b>12 193 962</b>	<b>9 253 221</b>	<b>10 741 642</b>

**Pour information, en 2020 et 2021, sur l'emprunt prévisionnel d'équilibre, aucune mobilisation n'a été réalisée sur le budget principal.**

# La section d'investissement – Les dépenses – A arbitrer

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le 1

SL04 Evaluation BP 2022

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

Dépenses d'investissement	BP 2020		
Aménagements urbains entrée sud			555 000
Réseau eaux pluviales		300 000	300 000
Bâtiments	70 000	124 000	234 000
Climat énergie	1 784 049	355 208	90 000
Cohésion sociale	35 000	0	0
Communication	5 000	40 000	40 000
Culture	3 233 000	1 351 100	993 600
Développement économique	502 000	927 000	2 321 182
Enseignement supérieur (tous les sites)	168 700	26 000	601 000
Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA)	78 000	81 000	68 000
Finances	899 558	1 022 000	
<i>dont remboursement du capital</i>	122 000	122 000	122 000
<i>dont avance budget BIV</i>	70 000	0	
<i>dont quote part subvention (ordre)</i>	707 558	900 000	900 000
Garage	368 000	260 000	150 000
Gens du voyage	200 000	600 000	900 000
Habitat	777 000	1 064 000	780 000
Informatique	260 000	304 000	235 000
Administration – Marchés publics	20 000	15 000	5 000
Milieux et risques	1 500 012	1 478 641	549 660
Numérique	183 000	360 000	430 000
Déchets	1 438 840	409 000	1 218 000
Ressources Humaines	5 000	0	0
Santé	227 038	0	50 000
Sports communautaires (dont piscines)	199 721	185 000	310 000
Tourisme +Marketing territorial	240 044	20 000	109 200
PACTE (aides aux entreprises)		331 272	
<b>TOTAL</b>	<b>12 193 962</b>	<b>9 253 221</b>	<b>10 741 642</b>

# LE BUDGET PRINCIPAL 2022 – PRESENTATION DE LA DETTE

## TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Etat de la dette - CAG de NEVERS

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
2022	121 274,64	0,00	121 274,64
2023	121 274,64	0,00	121 274,64
2024	121 274,64	0,00	121 274,64
2025	121 274,64	0,00	121 274,64
2026	46 543,76	0,00	46 543,76
2027	39 750,00	0,00	39 750,00
2028	39 750,00	0,00	39 750,00
2029	39 750,00	0,00	39 750,00
2030	39 750,00	0,00	39 750,00
2031	39 750,00	0,00	39 750,00
2032	39 750,00	0,00	39 750,00
2033	39 750,00	0,00	39 750,00
2034	39 750,00	0,00	39 750,00
2035	39 750,00	0,00	39 750,00
2036	39 750,00	0,00	39 750,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>929 142,32</b>	<b>0,00</b>	<b>929 142,32</b>

**Désendettement de 121 274,64 € en 2021.  
Pas de nouvel emprunt en 2021  
Annuités constantes jusqu'en 2025**

## PRESENTATION DE LA DETTE GLOBALE BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

L'encours global de la dette s'élève à **13 375 749.26 €**.

Il se compose de **18** contrats.

Ils sont tous classés 1A selon la chartre Gissler donc avec un niveau de risque minimum.

Les taux révisables et variables sont calculés avec la valeur actuelle des indices.

Ils varient quotidiennement et sont par conséquent susceptibles de devenir positifs si les indices évoluent dans ce sens.

L'encours de la dette actuelle (hors nouveaux emprunts contractés à partir de 2022) reste relativement **stable jusqu'en 2025** et diminue ensuite par paliers.

Envoyé en préfecture le 03/12/2021

Reçu en préfecture le 03/12/2021

Affiché le

ID : 058-245804406-20211127-2021\_11\_27\_022-BF

## **PRESENTATION DE L'ANNEXE AU DOB 2022**

### **LES DEPENSES DE PERSONNEL ET LA POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES**